

OBSERVATOIRE DU MULTILATERALISME EN INDOPACIFIQUE

Veille bimestrielle des publications scientifiques sur l'Indopacifique

Arnaud Moisset, Tom Abram
et Thibault Fournol



L'Observatoire du multilatéralisme en Indopacifique est un programme de recherche pluriannuel piloté par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) en coopération avec l'European Council on Foreign Relations (ECFR), l'Institut Montaigne, le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Conduit avec le soutien du ministère des Armées, il vise à contribuer à une meilleure compréhension des enjeux de l'Indopacifique et à favoriser le rayonnement de la réflexion stratégique française sur et dans la région.

Toutes les publications de l'Observatoire sont disponibles [ici](#).

VEILLE BIMESTRIELLE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES SUR L'INDOPACIFIQUE

Les points de veille bimestriels ont pour objectif de faire état du débat scientifique et académique sur l'Indopacifique à travers la sélection de quatre publications récentes issues des principaux États de la région : chapitres d'ouvrages, articles, etc. La rubrique « Pour aller plus loin... » propose une sélection complémentaire de publications. Une importance particulière est accordée à la présentation de perspectives multiples, parfois contradictoires, et aux travaux d'auteurs d'origines et de profils variés.

Ce dixième bulletin présente quatre travaux d'auteurs pakistanais, indonésiens, sud-coréen et indien parus en juillet 2024. Dans un premier article, **Tayyaba JAFFERY** et **Muhammad Shoaib PERVEZ** analysent la création du Quad sous le prisme de la théorie du « complexe de sécurité régionale hétérarchique » comme alternative aux interprétations inspirées des principales théories des relations internationales.

Tonny Dian EFFENDI et **Doojoo BAEK** proposent ensuite une étude comparée des stratégies indonésienne et sud-coréenne en Indopacifique et les divergences de trajectoires entre ces deux puissances moyennes.

Deux autres articles s'intéressent aux impacts de la *Belt and Road Initiative* (BRI) chinoise sur certains acteurs régionaux. **Wahyu GUSRIANDARI** évalue, dans un article collectif, le potentiel et les limites de la coopération entre la Chine et l'Indonésie pour le positionnement de Jakarta comme « pivot maritime global ».

Enfin, Akhilesh C. PRABHAKAR explore les impacts de la BRI chinoise sur les États insulaires du Pacifique Sud.

SOMMAIRE

1. Tayyaba JAFFERY, Muhammad Shoaib PERVEZ, « Conceptualising a Heterarchical Regional Security Complex: The Case of the QUAD », <i>The International Spectator. Italian Journal of International Affairs</i> , juillet 2024.	2
2. Tonny Dian EFFENDI, Doojoo BAEK, « East Asian Middle Powers Meeting Regional Dynamics: Comparing Indonesia and South Korea's Strategy in the Indo-Pacific », <i>Journal of Global and Area Studies</i> , juillet 2024.	3
3. Wahyu GUSRIANDARI et al., « Analysis of Indonesia's Cooperation with China Through the Belt and Road Initiative (BRI) can Provide Opportunities or Challenges for Indonesia to Realize the World Maritime Axis », <i>East Asian Journal of Multidisciplinary Research</i> , juillet 2024.	4
4. Akhilesh Chandra PRABHAKAR, « Analyzing the Impact of China's Belt and Road Initiative on South Pacific Countries' Pursuit of Self-Reliance and Sustainable Development », <i>Journal of International Cooperation and Development</i> , juillet 2024.	5
5. Pour aller plus loin.....	6

1. Tayyaba JAFFERY, Muhammad Shoaib PERVEZ, « Conceptualising a Heterarchical Regional Security Complex: The Case of the QUAD »

Plusieurs explications ont été avancées pour **illustrer la formation du Quad**, regroupant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie. Une explication réaliste justifie la création du Quad par la nécessité de ces États de s'allier pour protéger leurs intérêts nationaux respectifs face à la montée de la puissance chinoise. Une autre explication, inspirée des théories libérales, insiste sur les liens économiques entre les États membres pour motiver la création du groupe. Enfin, une explication constructiviste s'attarde sur le caractère démocratique de ces quatre États. Selon les auteurs, ces approches n'offrent que des explications partielles à la formation du Quad car toutes se concentrent sur une approche de l'État vu comme un acteur unitaire rationnel. Les auteurs privilégient ici le concept de « **complexe de sécurité régionale hétérarchique** » (*Heterarchical Regional Security Complex* – HRSC) pour analyser le Quad. Ce concept est défini comme un ensemble d'acteurs rassemblés dans un groupe par une grande puissance afin de contourner une puissance régionale montante et dont les problèmes de sécurité ne peuvent être analysés ou résolus indépendamment.

Du point de vue des auteurs, le complexe régional de sécurité hétérarchique permet ainsi de donner une meilleure explication à la formation du Quad. Le Quad est d'abord un **groupe informel où les États membres se réunissent pour traiter des questions d'intérêt commun**. Le **caractère informel et l'absence de cadre juridique** au sein du Quad permettent de faciliter la prise de décision. Ainsi, les quatre pays membres peuvent poursuivre une politique régionale individualisée. Le Quad suit alors une logique ami-ennemi non-dichotomique : si la Chine est perçue comme une menace, cela n'empêche pas les pays membres de continuer d'entretenir de solides relations économiques avec Pékin. Par exemple, l'Australie, tout en réitérant son opposition à tout changement unilatéral du *statu quo* en mer de Chine méridionale, continue d'entretenir des relations économiques, commerciales et culturelles fortes avec la Chine. Au sein du Quad, la prise de décision est basée sur l'**hétérarchie**, autrement dit le contraire de la hiérarchie. Contrairement à d'autres alliances bilatérales et multilatérales où un membre domine, et bien que les États-Unis semblent être la plus grande puissance au sein du Quad, Washington ne dicte pas ouvertement les conditions de fonctionnement du groupe. Les quatre États demeurent libres de suivre leurs propres objectifs de politique étrangère.

Enfin, **le champ d'action du Quad a évolué au cours du temps**. Créé en 2004 pour faciliter la distribution de l'aide humanitaire aux victimes du tsunami en Asie du Sud-Est, avant de tomber en sommeil, il est principalement perçu depuis 2017 comme un moyen de contenir l'influence chinoise. Les quatre pays ont aussi coopéré dans d'autres domaines : infrastructures, exercices navals conjoints, diplomatie vaccinale durant la pandémie de Covid-19... De cette façon, pour les auteurs, le Quad permet ainsi de compléter les alliances bilatérales et multilatérales existantes dans la région. Pourtant, la question de la durabilité dans le temps du Quad demeure : l'alliance va-t-elle parvenir à perdurer en l'absence de mécanisme institutionnel formel ?

À propos des auteurs : **Tayyaba Jaffery** est titulaire d'un doctorat en relations internationales obtenu au sein de l'Université de management et de technologies de Lahore au Pakistan. **Muhammad Shoaib Pervez** est professeur associé dans cette même université.

À propos de la publication : *The International Spectator* est une revue académique italienne à comité de lecture orienté vers les questions de politique étrangère.

2. Tonny Dian EFFENDI, Doojoo BAEK, « East Asian Middle Powers Meeting Regional Dynamics: Comparing Indonesia and South Korea's Strategy in the Indo-Pacific »

Comment l'Indonésie et la Corée du Sud conçoivent-elles leur identité de « **puissance moyenne** » ? Quels en sont les effets sur leur stratégie vis-à-vis de la région Indopacifique ? Pour Tonny Dian Effendi et Doojoo Baek, **si les deux États revendiquent ce statut, ils ne le perçoivent pas de la même manière. Ces différences expliquent deux stratégies indopacifiques distinctes.**

La politique étrangère d'un État ne peut s'expliquer uniquement par sa position géographique et ses attributs matériels. D'autres facteurs, à commencer par « l'identité nationale », la déterminent. L'identité, dans cet article, est relationnelle. Produit du « caractère intrinsèque d'un État », elle est également suspendue au regard que les acteurs extérieurs portent sur ce dernier. L'Indonésie comme la Corée du Sud se sont bâti une identité de « puissance moyenne ». La notion entra dans le discours politique indonésien sous la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono (2004-2014), mobilisant sa position géographique stratégique, la taille de sa population et de sa communauté musulmane, et son caractère démocratique. Une ambition que reprit son successeur, Joko Widodo (2014-2024). Tous deux s'efforcèrent alors d'adopter les stratégies et les comportements en vue d'asseoir leur statut de puissance moyenne : politique « d'un million d'amis et zéro ennemis », stratégie de « l'équilibre dynamique » et engagement multilatéral actif. Le statut de puissance moyenne fut revendiqué plus tôt par la Corée du Sud, sur des fondements différents. En 1991, le président Roh Tae-woo décrivait son pays comme tel, au nom de son poids économique et de sa capacité à créer des ponts entre les grandes puissances et nations rivales : États-Unis, Chine, Japon, Corée du Nord... Si elle est aujourd'hui consciente de ses ressources limitées, la Corée du Sud met en avant son *soft power*, l'éducation et capacité d'innovation de sa population, ainsi que sa volonté de s'emparer, en tant que « puissance moyenne responsable », des défis globaux comme la sécurité, les droits humains, ou le changement climatique. En somme, **à la différence de l'Indonésie qui se conçoit comme une « puissance régionale avec un rôle global », la Corée du Sud fonde son statut sur une économie solide et son rôle « d'État global pivot »**. Dans tous les cas, cette identité leur est largement accordée par leurs partenaires.

Les subtiles différences entre les deux États dans la construction de leur identité de puissance moyenne expliquent, selon les auteurs, les divergences quant à leur stratégie vis-à-vis de la région Indopacifique. Les deux pays « *partagent une vision d'ouverture, de paix, et de prospérité régionale* » (p. 83). Toutefois, **si la Corée du Sud s'est bâti individuellement une stratégie dédiée en 2022, l'Indonésie a mobilisé l'ASEAN pour proposer collectivement un « Outlook on the Indo-Pacific » (AOIP)**, sur lequel elle exerça une influence considérable. Tandis que les deux pays reconnaissent la « centralité de l'ASEAN », la Corée du Sud met davantage l'accent sur les normes internationales et les valeurs de liberté et de droits de l'Homme.

À propos des auteurs : doctorant à la National Sun Yat-sen University (Taiwan), **Tonny Dian Effendi** enseigne à la University of Muhammadiyah Malang (Indonésie). **Doojoo Baek** est chercheur à Pukyong National University (Corée du Sud) et dirige le Korean Safe Rates Research Group (KSRRG).

À propos de la publication : Le *Journal of Global and Area Studies* est une revue trimestrielle publiée par Pukyong National University, en anglais et en coréen.

3. Wahyu GUSRIANDARI et al., « Analysis of Indonesia's Cooperation with China Through the Belt and Road Initiative (BRI) can Provide Opportunities or Challenges for Indonesia to Realize the World Maritime Axis »

Quelles opportunités et quels défis génère la *Belt and Road Initiative* (BRI) pour l'Indonésie ? Comment la BRI chinoise s'articule-t-elle avec le projet de « l'Axe Maritime Global » promu par le gouvernement indonésien ? Selon ces auteurs de la Republic of Indonesia Defense University, la BRI concorde avec les ambitions économiques et stratégiques de leur pays. La coopération sino-indonésienne s'accompagne toutefois de multiples défis économiques, sociaux, environnementaux, et de défense.

En 2014, le président Joko Widodo annonçait vouloir **faire de l'Indonésie un « Axe Maritime Global »** (World Maritime Axis, ou PMD en indonésien). Ce que l'on appelle parfois la « doctrine de Jokowi » ambitionne de transformer l'archipel en une véritable puissance maritime, en s'appuyant sur sa position stratégique à l'intersection des océans Indien et Pacifique, et des continents asiatique et australien. Plus de 40% du commerce international traverse d'ores et déjà les eaux indonésiennes : le pays « *occupera toujours une place stratégique sur la carte du commerce mondial* » (p. 3017). Or, la croissance économique reste limitée par le manque persistant d'infrastructures dans certaines régions nécessaires aux activités commerciales. Selon les auteurs, **la Belt and Road Initiative (BRI) proposée par la Chine répond en partie aux besoins de l'Indonésie**. Les deux gouvernements cherchent d'ailleurs à articuler les deux programmes : quand l'Indonésie loue la BRI, la Chine promet en retour la PMD. Ainsi la première proposa-t-elle à la seconde de rejoindre des projets phares comme le développement du port de Belitung, le plus grand de Sulawesi du Nord, ou de Kuala Tanjung ouvert sur l'Asie et le Pacifique. Les investissements chinois en Indonésie ont crû de 559% au cours des cinq dernières années.

Toutefois, les auteurs soulignent que la coopération sino-indonésienne n'est pas exempte de **défis, et ce dans quatre domaines principaux**. Sur le plan **économique**, ils notent que le pays est de plus en plus dépendant de la Chine, à commencer par sa dette. Par ailleurs, la durabilité des nombreux projets chinois n'est pas toujours sérieusement évaluée. Ce défaut de gouvernance qui caractérise la BRI s'illustre notamment dans la construction de la liaison ferroviaire entre Jakarta et Bandung. Les projets peuvent aussi être néfastes pour l'**environnement**, à l'instar du barrage Batang Toru dans le nord de Sumatra. D'un point de vue **social**, l'arrivée de travailleurs chinois n'est pas sans générer des tensions. Enfin, la coopération sino-indonésienne présente des risques pour la **défense nationale**. Bien qu'ils n'explicitent pas de lien direct entre la BRI et la défense, les auteurs s'inquiètent de la considérable dissymétrie entre les capacités militaires chinoises et indonésiennes.

À propos des auteurs : Wahyu Gusriandari, M. Rinaldi, Guntur Eko Saputro et Aris Sarjito sont affiliés à la Republic of Indonesia Defense University (Universitas Pertahanan). Les deux derniers sont également officiers de l'armée indonésienne.

À propos de la publication : *East Asian Journal of Multidisciplinary Research* (EAJMR) est une revue mensuelle indonésienne publiée en anglais par Formosa Publisher. Ses articles touchent à des domaines aussi variés que l'ingénierie, l'informatique, les humanités, les sciences naturelles ou encore la religion. Le Professeur Jen Peng Huang de la Southern Taiwan University of Science and Technology en est l'éditeur en chef.

4. Akhilesh Chandra PRABHAKAR, « Analyzing the Impact of China's Belt and Road Initiative on South Pacific Countries' Pursuit of Self-Reliance and Sustainable Development »

Cet article analyse l'initiative de la **Belt and Road Initiative (BRI)** chinoise et ses impacts sur les États du Pacifique Sud. Le projet, lancé en 2013, est considéré comme le plus grand projet d'infrastructures de l'histoire moderne, désormais implanté dans 150 pays. Les pays en développement faisant face à d'importants besoins de financement, la Chine s'est engouffrée dans cette demande par le lancement de la BRI. Celle-ci crée également des débouchés pour les entreprises publiques chinoises.

La Belt and Road Initiative revêt une importance considérable pour les États insulaires du Pacifique Sud, la Chine étant devenue un investisseur et un pourvoyeur d'aide essentiel. Entre 2008 et 2020, Pékin a ainsi investi 3,1 milliards d'euros dans le Pacifique Sud. **Si les infrastructures constituent un important levier de cette démarche, les échanges éducatifs et culturels sont également particulièrement développés.** De même, la Chine promeut le développement de l'économie bleue dans ces pays. Les initiatives chinoises permettent également à Pékin de s'engager auprès des communautés locales, afin de développer l'image de la Chine comme un donateur attentif aux besoins des populations dans le Pacifique. Selon l'auteur, la trame géopolitique de la région se caractérise historiquement par une **hégémonie de l'impérialisme occidental**. Si cette hégémonie est aujourd'hui jugée proche de sa fin, les vestiges du colonialisme persistent encore dans le Pacifique Sud : les puissances coloniales occidentales exercent depuis le XVIII^e siècle leur domination sur les ressources naturelles du Pacifique, notamment par le biais de conglomérats, engagés par exemple dans le secteur minier. Dans ce contexte, l'océan Pacifique apparaît comme un pivot de la géopolitique actuelle, où s'accroissent les luttes de pouvoir entre les superpuissances. Le renforcement de la coopération avec le Pacifique Sud passe aussi par des niveaux sub-nationaux : des provinces et des municipalités chinoises nouent désormais des liens renforcés avec des pays de la région. Le rôle des collectivités locales chinoises devrait même s'étendre à l'avenir.

Les projets d'infrastructures chinois dans le cadre de la BRI ont joué un rôle crucial pour connecter les régions au sein de l'Indopacifique, et ce dans une volonté de contrebalancer le *Trans-Pacific Partnership* (TPP) proposé par les États-Unis. Pour autant, face à la présence croissante de la Chine, **des pays tels que les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni intensifient leur engagement dans le Pacifique pour contrebalancer l'influence de la Chine.** L'auteur recommande aux pays du Pacifique Sud de renforcer leur capacité de résilience. Cela passe notamment par le développement de la finance et des technologies vertes afin d'assurer une autonomie à la région. Enfin, l'auteur appelle les pays du Pacifique Sud à renforcer leur coopération avec les pays du Sud Global, au premier rang desquels l'Inde et les pays de l'ASEAN. Les secteurs de coopération sont nombreux et prometteurs : infrastructures, transferts de technologie, énergie, économie bleue...

À propos de l'auteur : Akhilesh Chandra Prabhakar est professeur d'économie au sein de l'Université technique nationale de Papouasie Nouvelle-Guinée. Il a également enseigné en Malaisie, en Corée du Sud et en Inde.

À propos de la publication : Le *Journal of International Cooperation and Development* est une revue pluridisciplinaire à comité de lecture qui s'intéresse aux enjeux de coopération et de développement durable.

5. Pour aller plus loin

Cette rubrique propose une sélection d'autres articles et ouvrages parus récemment sur l'Indopacifique. Des ouvrages publiés en août 2024 chez Routledge abordent les dynamiques géopolitiques en Indopacifique sous deux angles. Un premier propose une analyse comparée de la modernisation militaire et des dépenses de défense de onze pays de la région. Le second marque l'actualisation d'une réflexion plus générale menée en 2020 sur les rapports de force et les rivalités de puissance en Indopacifique. Un article explore ensuite le potentiel du développement de l'économie bleue dans la région à travers le cas du Bangladesh, suivi d'une analyse de la stratégie maritime des Philippines face aux activités chinoises en mer de Chine méridionale. Deux articles signés de chercheurs de l'Universitas Pertahanan (Indonésie) abordent d'un côté les impacts de la création d'AUKUS sur la politique étrangère régionale indonésienne ; de l'autre les différents aspects de l'engagement de l'Inde en Asie du Sud-Est à travers l'Act East Policy. Enfin, un dernier article examine les risques sécuritaires que fait peser sur la région l'impasse juridique censée permettre un règlement pacifique des différends en mer de Chine méridionale.

5.1. Ouvrages

Bates GILL, Adam LOCKYER, Yves-Heng LIM, Andrew T. H. TAN, *Geopolitics, Military Modernisation and the Future of the Indo-Pacific*, Routledge, août 2024, 178 pages.

Cet ouvrage rassemblant quatre auteurs de la Macquarie University (Australie) examine par une approche comparative la trajectoire de onze pays de la région Indopacifique en matière de modernisation militaire et de dépenses de défense. Ils distinguent, en particulier, une série de critères parmi lesquels le dispositif des forces, les programmes de modernisation des équipements et les modèles d'approvisionnement, appliqués à chaque cas afin d'évaluer l'influence de la géopolitique dans l'évolution des politiques de défense dans la région.

Ashok KAPUR, *Geopolitics and the Indo-Pacific Region*, Routledge, août 2024, 224 pages.

Ashok KAPUR du département des sciences politiques de l'University of Waterloo (Canada), actualise la première édition du livre éponyme paru en 2020. Il intègre notamment à l'analyse les conflits en cours (Ukraine/Russie, Israël/Hamas) et le phénomène d'extension des « centres de dissuasion » dans la région, mettant l'accent sur l'Asie du Nord et le détroit de Taïwan, la mer de Chine méridionale et l'océan Indien, pour conjecturer la persistance des tensions régionales à un niveau modéré et des difficultés de gestion de crises dans les années à venir.

5.2. Articles

Tahsina KHAN, Md Mehedi Hasan EMON, « Exploring the Potential of the Blue Economy: A Systematic Review of Strategies for Enhancing International Business in Bangladesh in the context of Indo-Pacific Region », *Review of Business and Economics Studies*, juillet 2024.

Cet article de Tahsina KHAN et Md. Mehedi Hasan EMON (Bangladesh University of Professionals, Dhaka) vise à fournir une étude de cas, celle du Bangladesh, à l'analyse des dynamiques régionales en matière d'économie bleue. En étudiant les progrès réalisés sur vingt ans (2000 – 2020) dans les différents secteurs de l'économie bleue bangladaise, le réseau d'acteurs et les cadres politiques mobilisés, les deux auteurs analysent le potentiel du développement de l'économie bleue en Indopacifique et identifient les défis structurels et financiers qui restent à surmonter.

Temjenmeren AO, « The Emerging Contours of the Philippines' Maritime Strategy », *MP-IDS Issue Brief*, Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses, juillet 2024.

L'auteur s'intéresse ici à l'évolution de la stratégie maritime des Philippines en réaction aux actions illicites de Pékin en mer de Chine méridionale. Il montre comment les Philippines ont engagé une démarche de renforcement de leurs capacités de défense afin de remédier à un rapport de force asymétrique avec la Chine dans l'espace maritime, tout en poursuivant une logique partenariale à deux niveaux. Celle-ci consiste non seulement à raviver d'anciennes alliances de défense, mais également à établir de nouveaux partenariats avec des États partageant des intérêts communs.

Priyanto SUHARTO, Fauzia Gustarina Cempaka TIMUR, Rudi SUTANTO, « The development of AUKUS in the Indo-Pacific region and its influence on Indonesia's policy as a global maritime fulcrum », *Journal of Infrastructure, Policy and Development*, juillet 2024.

Trois auteurs de la Universitas Pertahanan (Indonésie) explorent ici l'impact négatif de l'accord de défense AUKUS sur la politique étrangère et de sécurité indonésienne en Indopacifique. En s'intéressant à l'interaction entre les capacités diplomatiques de l'Indonésie et le rôle de la Marine indonésienne dans la politique de sécurité du pays, ils soulignent le caractère essentiel de la diplomatie navale indonésienne dans l'atténuation des effets de la compétition entre la Chine et AUKUS, ou encore le nécessaire renforcement de la politique maritime du pays.

Calvin Anthony PUTRA, Syaiful ANWAR, And Editha Praditya DUARTE, « Forging a Powerful Indo-India Bond: Reinventing the Eastern Connection in Foreign Policy », *East Asian Journal of Multidisciplinary Research*, juillet 2024.

Cet article, co-publié par trois chercheurs de la même université indonésienne, examine l'extension de la participation de l'Inde aux initiatives et mécanismes de coopération en Asie du Sud-Est autant dans les domaines socio-économique que politique et sécuritaire, notamment avec l'Indonésie. Il ausculte en particulier l'*Act East Policy* indienne comme cadre stratégique de cet engagement, pour proposer une analyse nuancée des motivations, des limites et des effets de cette stratégie.

Rex Lien DOAN, « The Conflict of Laws in the South China Sea and Its Threats to the Indo-Pacific Rules-Based Order », *Loyola University Chicago Law School Journal*, juillet 2024.

Rex Lien DOAN (Loyola University Chicago) explore dans cette analyse les risques de déséquilibres sécuritaires à court-terme en Indopacifique dans le contexte de tensions accrues dans le détroit de Taiwan. Sous le prisme des dynamiques des sphères d'influence géopolitique et des rivalités entre

grandes puissances mondiales, il étudie les défis qui se posent à la CNDUM et identifie les lacunes de différents acteurs dans l'application du jugement arbitral en mer de Chine méridionale, parmi lesquels l'ONU, l'ASEAN ou encore les États-Unis.